



Juillet 2019 – n°41

Les échos de la belle fête d'anniversaire pour les 10 ans de notre association ne se sont pas encore éteints, que nous sommes rappelés, par un paysage politique sombre, au sens même de l'existence de notre association : transmettre esprit critique, cultiver la solidarité, pratiquer l'entraide.

Cette lettre d'information vous donne rendez-vous en septembre pour la reprise de la vie de notre association (vous recevrez la lettre d'information en début septembre).

Et elle est consacrée, en ce mois de juillet, à crier notre indignation et notre colère et à relayer des pétitions.

Oui, bien sûr nous nous insurgons face aux mesures du gouvernement, comme la toute dernière réforme de l'assurance chômage qui diminue l'accès à l'indemnisation chômage...juste pour dégrader encore les conditions de vie de personnes victimes des politiques libérales qui détruisent l'emploi. Ainsi nous dénonçons la prochaine réforme de la retraite qui signera la fin de la retraite par répartition expression de la solidarité entre générations et lancera la retraite par points dont la valeur, et donc le montant de notre retraite, pourra varier selon l'état financier des Caisses de Retraite...

Mais nous redoublons nos cris d'indignation et de colère face à la mise à mal des fondamentaux même de l'humanisme : déjà l'année passée nous avons dénoncé les procédures policières de punition des actes de solidarité notamment en soutien des migrants, ces sempiternel boucs émissaires des tous les maux, dans les périodes de crises, comme l'histoire nous enseigne...Aujourd'hui nous assistons au paroxysme, et nous vous invitons tou-te-s à signer la pétition ci-dessous



Face à l'indignité des politiques migratoires européennes, il ne reste plus que les citoyens pour se dresser, défier les autorités et braver les lois.

Depuis plus de quinze jours, 42 naufragés dépérissent à quelques encablures des côtes italiennes **dans l'indifférence des dirigeants de l'Union européenne**, occupés, pour certains d'entre eux, à faire la cour à Donald Trump au sommet du G20 à Osaka.

Et c'est une femme, Carola Rackete, qui sauve l'honneur de nos consciences meurtries. La jeune capitaine allemande du navire humanitaire Sea-Watch 3, qui a récupéré en Méditerranée **ces migrants partis de Libye pour échapper aux mauvais traitements**, a forcé le blocus des eaux territoriales italiennes mercredi 26 juin pour tenter d'accoster sur l'île de Lampedusa.

Une désobéissance civile assumée. « Je sais ce que je risque, mais les naufragés à bord sont épuisés. Je les emmène en lieu sûr », a-t-elle déclaré sur Twitter. Si l'ONG Sea Watch s'appuie sur le droit maritime et international, qui fait de l'assistance aux personnes en détresse en mer une obligation absolue, pour légitimer son action, **elle sait qu'elle est passible de poursuites au regard de la loi italienne, durcie par le ministre de l'intérieur Matteo Salvini** pour empêcher ces débarquements.

Extraits de Mediapart - la lettre hebdomadaire - vendredi 28 juin 2019



Avec Carola Rackete et Pia Klemp pour la justice et l'humanité

Cette pétition prend la suite de l'appel « Sea-Watch 3 : C'est maintenant qu'il faut inverser la destruction du droit et de l'humanité » publié les 27 et 28 juin sur Le Monde, Paris, et Il Manifesto, Rome, avec 700 signataires.

Elle est proposée par le
Comité Européen contre la Criminalisation du Sauvetage en Mer (CECCSM)

Au gouvernement italien

Au Parlement européen,

A la Commission européenne et aux gouvernements de l'Europe

A tous les citoyens et citoyennes de l'Europe

Un appel international

En faisant arrêter la capitaine Carola Rackete comme « hors la loi » et l'accusant de « rébellion » militaire, en séquestrant son navire comme « bateau pirate », en menaçant l'ONG propriétaire d'une « maxi-sanction » de dizaines de milliers d'euros, le Ministre Matteo Salvini qui semble exercer désormais dans son pays un pouvoir sans limites vient d'ajouter le délire à l'infamie. C'est lui qui place l'Italie en dehors du droit international et des principes fondamentaux dont nos Etats tirent leur légitimité démocratique. De graves conséquences vont s'ensuivre si on n'y fait pas obstacle.

De son côté, en « forçant le blocus » de la douane italienne après 14 jours d'atermoiements de l'UE et l'aveu d'incapacité lamentable de la CEDH, en accostant malgré l'interdiction à Lampedusa pour sauver ses passagers en détresse, la Capitaine du Sea Watch 3 n'a fait que son devoir. Elle en a assumé les risques mais ne doit pas en payer injustement le prix. Il appartient aux citoyens d'Europe et à leurs gouvernements – premiers concernés et impliqués – de faire immédiatement le nécessaire pour que cesse la persécution illégale et déshonorante contre les sauveteurs et l'équipage du Sea Watch 3.



Ne l'oublions pas cependant : une autre capitaine allemande est jugée en Italie pour avoir sauvé plus d'un millier de vies en Méditerranée : accusée d'aide à l'immigration clandestine et de complicité avec les « passeurs », Pia Klemp risque vingt ans de prison et une amende de 15 000 euros pour chaque vie qu'elle aura sauvée – ce qui provoque l'indignation de beaucoup en Europe et dans le monde mais ne semble pas émouvoir nos gouvernements. On veut faire peur aux sauveteurs, mais Carola et Pia ne seront pas les dernières à prendre de tels risques alors que l'hécatombe des noyades se poursuit en Méditerranée avec la complicité des Etats qui devraient l'empêcher.

Nous exigeons donc que le gouvernement italien se ressaisisse, abandonne ses poursuites, libère immédiatement la capitaine Rackete et débloque le Sea Watch 3 pour qu'il puisse poursuivre sa mission. Nous exigeons qu'il accueille les hommes, femmes et enfants rescapés de la guerre et de la noyade, en concertation avec les ONG et les autres pays européens, et instruisse correctement leur demande d'asile. Nous exigeons qu'il cesse de criminaliser la solidarité exercée au nom des droits humains par ses propres citoyens. Nous exigeons qu'il cesse d'ameuter l'opinion publique contre les migrants dénués de tout et forcés de quitter l'Afrique.

Nous appelons le nouveau Parlement européen à proposer, la Commission à élaborer, et les Gouvernements à décider enfin, dans l'esprit de la Convention de Genève, la politique commune de l'asile, ainsi que les règles de répartition équitable des personnes qui permettront à l'Europe de remplir ses obligations, de restaurer sa légitimité morale, en faisant preuve de sa capacité politique. Nous les appelons à respecter les conventions SOLAS et SAR qui imposent le débarquement en lieu sûr des personnes secourues en mer, en déclarant que ni la Libye ni la Tunisie ne sont aujourd'hui des lieux sûrs. Nous les appelons à ordonner la reprise des sauvetages en mer et à cesser de financer et d'entraîner les garde-côtes libyens qui traquent et torturent les fugitifs



sous prétexte de lutter contre les trafics. Toute autre attitude est en réalité criminelle, elle relève de la lâcheté et de l'idiotie. En voulant épargner des conflits à l'Europe, elle les aiguise et détruit son propre avenir.

Enfin nous appelons tous les citoyens et citoyennes d'Europe à s'élever contre la politique d'hostilité envers les réfugiés et les migrants dont l'Italie aujourd'hui se fait gloire et que d'autres pays pratiquent de façon hypocrite. Nous les appelons à se solidariser avec Carola Rackete et Pia Klemp. A l'heure où Matteo Salvini et d'autres cherchent ainsi à nous entraîner dans l'ignominie, ces femmes courageuses, avec leurs équipages, sont l'honneur du continent européen. Citoyens et citoyennes de l'UE, battons-nous pour les libérer et rejoignons-les dans leur combat qui s'amplifie. Il est certes difficile, mais ses enjeux sont incontestables : contre l'arbitraire, contre l'hystérie xénophobe et le racisme, pour le droit, pour la vie humaine, pour l'hospitalité et aux côtés de tous ceux qui la font vivre.

Ne restons pas spectateurs.

Pour signer la pétition

<https://you.wemove.eu/campaigns/avec-carola-rackete-et-pia-klemp-pour-la-justice-et-l-humanite>

Nous relions l'appel à se rassembler

le mercredi 3 juillet à 18h

place de la bataille de Stalingrad à Paris

pour dénoncer une atteinte inqualifiable aux droits humains les plus fondamentaux et soutenir l'ensemble des personnes exilées et leurs soutiens.



De nombreux professionnels de santé tirent la sonnette d'alarme quant à la grave crise sanitaire que traverse le pays et appellent à une mobilisation citoyenne massive.

« Il est temps de s'opposer aux choix budgétaires technocratiques, de décider de notre avenir et des investissements pertinents à faire pour mieux soigner, et de construire une véritable démocratie sanitaire. »

Nos vies d'abord

Notre pays fait face à une grave crise sanitaire. Nous, professionnels de santé, de concert avec les institutions, les syndicats et les usagers, alertons depuis des années sur les dangers liés aux contraintes budgétaires imposées à tous les secteurs de la santé.

Les constats sont sans appel, les drames ne font plus exception. Des dizaines de nôtres se sont suicidés. Ce sont autant de familles, de proches et de collègues brisés. Dépression, anxiété, pathologies liées au stress, addictions, les enquêtes sur notre propre santé sont alarmantes.

Partout sur le territoire, nous avons le sentiment de devenir des robots à la chaîne, n'ayant plus le temps de soigner nos patients humainement. Il faut que vous le sachiez, nous n'avons plus les moyens de prendre correctement soin de vous.

Des patients décèdent en salle d'attente des Urgences. En l'absence de prise en charge rapide, la mortalité y augmente de près de 40% pour les malades graves. Pour obtenir un rendez-vous avec un médecin de ville ou en centre médico-psychologique, pour être pris en charge aux urgences, pour être hospitalisé, les temps d'attente deviennent aberrants et dangereux.



Les temps de toilettes sont comptés, on bouscule nos aînés. Le temps manque pour accompagner les patients alités aux toilettes. Les plus vulnérables sont doublement punis, n'ayant d'autre choix que de "faire sur eux". C'est insupportable.

En psychiatrie, le recours à la contention et aux chambres d'isolement est devenu trop fréquent faute de soignants disponibles et de temps humain pour apaiser les situations de tension.

Notre métier perd son sens et son humanité, car nous sommes soumis aux injonctions contradictoires de "prendre soin" tout en étant "rentables, rapides, flexibles". La rentabilité est devenue le maître mot partout, censée légitimer des pratiques indignes. La technique remplace l'éthique. Chaque lit, chaque service, chaque maternité, chaque hélicoptère, chaque ligne de SAMU considérés comme non rentables sont menacés.

Combien coûtent les vies humaines ? C'est la question que nous posons. En vingt ans, 100 000 lits ont été fermés alors même que la population augmente et vieillit ; la moitié des maternités du pays également.

Devons-nous accepter que l'argent ait pris le pas sur l'humain ? Les vies sauvées et le respect de la dignité ne sont pas affaires de marché et de coûts financiers.

Il est temps de s'opposer aux choix budgétaires technocratiques, de décider de notre avenir et des investissements pertinents à faire pour mieux soigner, et de construire une véritable démocratie sanitaire. Nous, professionnels de santé de tous les secteurs, avons besoin de vous et appelons ce jour à la mobilisation citoyenne massive, car la dégradation de notre système de soin nous met toutes et tous en danger, professionnels comme patients.

Le Collectif Nos Vies d'Abord

Pour signer la pétition: <https://www.change.org/o/3029204>